COMPTE FINANCIER
Exercice 2011

RAPPORT DE PRESENTATION

Introduction

Autonome depuis janvier 2009, l'Université de la Méditerranée (Aix-Marseille II) accueille près de 23 000 étudiants et 2700 enseignant-chercheurs et personnels qui se répartissent sur 8 sites entre Marseille, Aix-en-Provence, La Ciotat et Gap.

Elle dispense plus de 400 diplômes dans 3 secteurs de formation et 13 composantes :

La santé :

Avec les facultés de Médecine, de Pharmacie, d'Odontologie et l'Ecole Universitaire de Maïeutique Marseille Méditerranée.

Les sciences :

Avec les facultés des Sciences, des Sciences du Sport, le Centre d'Océanologie de Marseille et l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Luminy

Les sciences de la société et des techniques :

Avec la faculté de Sciences Economiques et de Gestion, l'Institut Universitaire de Technologie, l'Institut Mécanique de Marseille, l'Institut Régional du Travail et l'Ecole de Journalisme et Communication de Marseille.

Elle compte également 72 unités de recherche contractualisées avec les plus grands organismes (CNRS, INSERM, INRA, IRD, CEA, INRETS), 7 instituts fédératifs de recherche, 3 fédérations de recherche et 8 écoles doctorales comptant près de 1000 doctorants.

L'Université de la Méditerranée jouit d'un potentiel de recherche internationalement reconnu, notamment avec les activités du Parc Scientifique de Luminy et du pôle Santé Timone.

Enfin, elle est fortement engagée dans le développement de liens de confiance avec le monde socio-économique et a crée 2 fondations universitaires : **Santé, Sport de Développement Durable** et **Fondation Méditerranée Traumatisme** parrainée par Luc Alphand.

2011 sera la dernière année d'existence de l'université de la Méditerranée, car elle a choisi de fusionner avec les 2 autres universités du site, les universités de Provence et de Paul Cézanne. Un nouvel établissement a été créé au 1er Janvier 2012, l'université d'Aix-Marseille.

La présente analyse a été conduite à partir des comptes des exercices 2009 à 2011

I - des Faits marquants.

Le principal fait marquant concerne une nouvelle évaluation effectuée en 2011 à la demande de l'université par France Domaine des bâtiments que l'université contrôle.

Il faut rappeler que l'ancienne évaluation de 2009 avait occasionné une réserve de la part des commissaires aux comptes, car elle ne précisait pas les méthodes retenues pour ces évaluations et ne séparait pas les terrains des bâtiments.

Cette nouvelle évaluation est mieux documentée et différencie les terrains des bâtiments. Par contre, le montant est en forte augmentation passant de 149 M€ à 322 M€.

Conformément aux directives relatives aux corrections des omissions du 15 octobre 2009, les écritures correctives s'inscrivent dans le cadre d'un changement de méthode et sont donc imputées aux comptes de capitaux propres.

La mise en œuvre de cette correction a consisté à annuler par les capitaux propres les amortissements cumulés, les subventions nettes et les valeurs brutes à fin 2011 correspondant à la valorisation transmise en 2009 par la nouvelle évaluation communiquée en 2011 par France Domaine.

L'impact de cette substitution est d'environ 167 M€ sur les capitaux propres se décomposant comme suit :

- 322 M€ d'évaluation des immobilisations par France Domaine en décembre 2011
- 5 M€ de valeur nette comptable des subventions au 31/12/2011
- -160 M€ de valeur des actifs sortis y compris les amortissements neutralisés.

II- les Principaux constats

L'exercice 2011 est en rupture avec les précédents. C'est en effet le premier exercice depuis 2004 qui se traduit par un prélèvement sur fonds de roulement. Ce prélèvement s'élève à 6,8 M€. Le Fonds de Roulement Net Global reste tout de même à un niveau très confortable à 34,2 M€ Soit pratiquement un an de dépenses de fonctionnement hors paye. Il faut rappeler que les critères de précaution prévoient de conserver au moins un mois de paye soit 14,5 M€ ou 6 de dépenses de fonctionnement soit 17,5 M€.

De plus, cette baisse est en partie le résultat d'une politique d'investissement dynamique, avec de nombreux projets de rénovation immobilière. Le montant des investissements est passé de 13 à 26 M€ de 2009 à 2011.

Il faut cependant constater que, tout en restant positif, le résultat de fonctionnement est en diminution de 5 M€ par rapport à 2010 et que la Capacité d'autofinancement baisse de 4 M€. Cette évolution provient d'une progression plus rapide des dépenses courantes par rapport aux recettes courantes. Parallèlement, les dépenses de personnel sont parfaitement maitrisées l'augmentation correspond uniquement à l'augmentation du taux de pension civile qui a été totalement financé par l'état.

III - Le Contenu chiffré du compte

A - L'EVOLUTION SUR LES TROIS DERNIERES ANNEES :

- **En dépenses :**

Les dépenses de fonctionnement sont en progression de 3% sur l'exercice 2011, soit une augmentation de 6,6 M €.

Voici le détail par Chapitre :

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
60	achats	7 707 050	8 416 532	10 279 845	22%

La Progression de ce chapitre s'amplifie cette année à + 22 % soit 1,8 M€.

Les principales augmentations concernent :

- Les fluides à + 580 000 € provenant de la livraison de nouveaux bâtiments (site Timone) et de l'augmentation de la consommation.
- Les fournitures d'entretien et de petit équipement + 850 000 € provenant du renouvellement de l'équipement d'un amphi en médecine (270 000), de l'équipement de la BU en pharmacie (+80 000) pour les opérations les plus importantes.
- Les fournitures et matériels d'enseignement et de recherche + 370 000 € : Cela traduit l'augmentation des dépenses des laboratoires de recherche sur ce poste de dépenses

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
61	Services exterieurs	5 834 630	6 206 668	7 603 550	23%

Ce chapitre est lui aussi en forte progression +23% soit 1,4 M€.

Les 2 principaux postes de ce chapitre sont les dépenses de maintenance et d'entretien pour 4 M€, et les dépenses de documentation pour 2 M€.

Les premières sont en forte augmentation + 1,6 M€ et plus précisément les dépenses d'entretien sur les biens immobiliers (+1,3).

Par contre, les dépenses de documentation sont en baisse de 200 000 euros.

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
62	Autres services exterieurs	8 879 167	9 896 992	10 783 668	9%

La progression de ce chapitre est de 880 000 euros après une augmentation d'1 M€ en 2010.

La répartition est la suivantes :

- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires pour 1,8 M € qui progressent de 300 000 euros
- Déplacements, missions et réceptions pour 3,2 M € qui restent stables
- Le nettoyage pour 1,3 M€ en augmentation de 300 000 euros.
- Les autres prestations externes pour 2,2 M € restent stables (gardiennage, collecte des déchets, site internet.)

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
63	Impôts et Taxes	2 112 428	2 190 887	2 390 613	9%

L'augmentation de 200 000 euros provient exclusivement de l'augmentation du taux de cotisation au versement transport.

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
64	Charges de personnel	165 800 885	172 630 625	174 821 655	1%

Si le taux de progression est faible à 1% la progression en valeur absolue s'élève à 2,2 M€.

L'essentiel de la progression provient de l'augmentation du taux de pension civile qui engendre un accroissement de la charge de 2,3 M€.

Pour les autres postes :

- Une augmentation des rémunérations principales de 0,5 M€ qui est due pour moitié au reclassement des enseignants chercheurs, pour 0,1 au recrutement d'ATER sur postes vacants, et 0,15 au recrutement de CDD sur postes administratifs vacants.

- Une Baisse des indemnités de 0,5 avec le non renouvellement de l'intéressement (-1,3 M€) compensé partiellement par l'augmentation des indemnités traditionnelles (+293 PPRS, +147 PFR, +34 PRES, +64 PES …)

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
65	Autres charges de gestion courantes	9 168 651	6 247 077	6 315 567	1%

Ce chapitre est quasiment stable. Le principal poste de dépense étant les subventions et bourses étudiants

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
66	Charges financières	62 109	59 105	47 448	-20%

Si la baisse est importante en pourcentage, elle reste minime en valeur absolue, le montant des dépenses du chapitre étant faible.

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
67	Charges Exceptionnelles	2 636 598	719 170	245 708	-66%

L'établissement avait passé en 2009 et 2010 de nombreuses opérations de régularisation ce qui explique les montants plus élevés des 2 années précédentes.

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
68	Dotation aux amortissements	10 355 226	15 407 802	15 885 939	3%

Le montant des amortissements s'est stabilisé en 2011 après l'intégration des bâtiments à l'actif du bilan.

- **En recettes :**

Les recettes de fonctionnement sont en progression de 0,7 % soit une augmentation de 1,6 M€. Cette augmentation est inférieure à celle des dépenses de fonctionnement, ce qui explique la baisse du résultat de l'exercice.

Voici le détail par chapitre :

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
70	Prestations de services	11 506 882	14 455 211	15 003 964	4%

Les prestations de services ont augmenté de 4% soit + 0,550 M€ sur l'exercice.
L'évolution des principaux postes est la suivante :

- Les droits de scolarité sont stables à 4,3 M €
- Les prestations de recherche sont stables à 1,4 M € mais intègrent une opération de régularisation de 0,7 M €. Elles sont donc en réalité en baisse de 50%. Il faut cependant rappeler que l'essentiel des prestations de recherche est géré par la filiale de l'université.
- Les prestations de formation continue à 5,4 M€ sont en progression de 0,8 M €. Cependant cette augmentation provient d'un changement de méthode pour l'enregistrement du Plan Régional de Formation qui était l'an dernier imputé au compte 7442 « subvention de la région » pour un montant de 990 000 euros. En corrigeant cette modification d'imputation le poste est en légère baisse de 200 000 euros.
- Les autres prestations de services sont stables à 2,9M€, le poste le plus important étant la formation par apprentissage qui se stabilise à 1,5 M€ après une baisse en 2010.

- Les produits des activités annexes à 762 000 euros sont en baisse de 240 000 euros due à une baisse des mises à disposition de personnel.

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
74	Subventions d'exploitation	195 564 317	199 285 929	202 272 153	1%

Les subventions sont en augmentation de 1 % soit +3 M€.
Voici la répartition entre financeurs et l'évolution :

- Etat : la subvention est de 183,4 M € à +2 M€. cette augmentation provient pour l'essentiel du financement de l'augmentation du taux de pension civile.
- La Région à 1,3 M€ soit + 300 000 euros
- Le Département à 0,2 M € est stable
- Les communes à 0,27 en augmentation de 60 000 euros
- L'union européenne à 1,2 M€ en baisse sensible de 1,4 M€ car les subventions des nouveaux contrats européens sont directement versées à la filiale qui les gère.
- Autres collectivités à 7,5 M € soit + 2M €. Cela provient de l'augmentation des financements par l'ANR.
- Les dons et legs à 1 M€ soit + 200 000 euros
- La taxe d'apprentissage à 2 M € en baisse de 0.4 M€
- Les subventions diverses stables à 5,2 M€

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
75	res produits de gestion courante	1 673 175	2 210 290	1 695 743	-23%

Ce chapitre accuse une baisse de 23 % soit 515 000 euros.

Il retrace pour l'essentiel les redevances sur les brevets et prélèvements sur les contrats pour 500 000 euros et les opérations internes entre le budget général et les Services à Comptabilité Distincte, c'est cette partie qui est en baisse.

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
76	Produits Financiers	777 941	276 034	514 265	86%

La légère augmentation des taux a permis de faire progresser ce chapitre

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
77	Produits exceptionnels	8 225 785	12 013 208	10 230 501	-15%

Ce chapitre est essentiellement composé d'opérations d'ordres avec la neutralisation des amortissements des biens reçus en dotation pour 6,9 M€ et la reprise des subventions d'investissement pour 3,1 M€.

Chapitres	Intitulés	2009	2010	2011	EVOLUTION 2010/2011
78	Reprise sur Amortissements	29 591	426 954	515 588	21%

Les reprises sur amortissements et provisions concernent les créances pour 379 000 euros et les risques pour 136 000 euros.

B - ANALYSE DU RESULTAT, DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ET DE L'APPORT EN FONDS DE ROULEMENT :

Le résultat en M€

.

Compte de résultat (en K€)							
	2009	2010	2011		2009	2010	2011
Charges de personnel	167 932	174 822	177 305	Subventions publiques (C/74)	195 564	199 286	202 361
Autres charges d'exploitation	33 616	31 512	35 183	Autres produits	14 558	18 226	17 283
Charges non décaissables	11 008	15 441	15 885	Produits non encaissables	7 655	11 156	10 587
…							
TOTAL DES CHARGES	212 557	221 775	228 373	TOTAL DES PRODUITS	217 777	228 668	230 231
RESULTAT (bénéfice)	5 221	6 893	1 858	RESULTAT (perte)			

Le résultat de l'exercice à 1.8 M € est cette année en baisse de 5 M€. L'accroissement de nos dépenses de personnel est financé par une augmentation de nos subventions, Par contre la hausse des autres charges d'exploitation n'est pas financée, ce qui explique pour l'essentiel cette baisse. Le résultat reste cependant positif.

La Capacité d'Autofinancement :

C.A.F. ou I.A.F. à partir du RESULTAT NET	2 008	2 009	2 010	2 011
Résultat net comptable (bénéfice ou perte)	10 431 517	5 220 954	6 892 768	1 858 222
+ Dotations aux amortissements et provisions (c/ 681, 686, 687)	5 215 716	10 355 226	15 407 802	15 885 939
+ V.N.C. des immobilisations cédées (c/ 675)	1 665	652 926	33 476	-
- Reprises sur amortissements et provisions (c/ 781, 786, 787)	-	29 591	426 954	515 588
- Produits sur cessions d'éléments d'actifs (c/ 775)	812	12 619	9 378	-
- Produits issus de la neutralisation des amortissements (c/ 776)	-	-	8 432 662	6 921 396
- Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (c/ 777	2 481 000	7 613 199	2 286 707	3 150 828
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (ou I.A.F.)	13 167 086	8 573 697	11 178 346	7 156 349

On passe du résultat de l'exercice à la Capacité d'Autofinancement en intégrant les charges et les recettes non décaissables.

C'est un critère qui permet de mesurer les ressources que l'établissement a dégagées de ses opérations de gestion courante pour financer ses investissements, soit 7.1 M€ pour notre établissement en 2011. La baisse est donc moins importante que celle du résultat à 4 M€. L'explication provient de la baisse du montant de la neutralisation des amortissements.

L'Apport en Fonds de Roulement

Tableau de financement agrégé en K€

DEPENSES				RECETTES			
	2009	2010	2011		2009	2010	2011
IAF				**CAF**	**8 573**	**11 178**	**7 156**
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	13 317	19 459	26 042	**Augmentation des capitaux propres**	8 542	8 509	12 265
Immobilisations financières	197		208	**Autres ressources**	13	17	
TOTAL DES EMPLOIS	13 514	19 459	26 250	TOTAL DES RESSOURCES	17 128	19 704	19 421
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT	3 613	245	-6 829	PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT			

Le tableau de financement agrégé permet de voir comment ont été financés nos investissements.
Pour 2011, le montant de nos investissements s'est élevé à 26 M€, en augmentation de 6,6 M€ par rapport à 2010 et ont même doublé depuis 2009. L'essentiel provient de la direction du patrimoine, avec l'avancement important de nos opérations du CPER, notamment les projets de Neurosciences et de Cérimed.
La Capacité d'Auto Financement à 7.1 M€ et les Subventions d'investissement en augmentation à 12.3 M€ n'ont pas suffi pour financer la totalité des 26 M€ d'investissement, aussi, l'établissement a, cette année, pour la première fois depuis plusieurs années, du effectué un prélèvement sur son Fonds de roulement de 6,8 M€.

C. LE BILAN FONCTIONNEL

Il permet de mesurer la solidité de la structure financière de l'établissement. Il est regroupé en grandes masses et se présente ainsi.

<table>
<tr><td rowspan="2">EMPLOIS STABLES</td><td>ACTIF IMMOBILISE BRUT

<u>Immobilisations</u> :

➢ Incorporelles,
➢ Corporelles,
➢ Financières,</td><td rowspan="2">RESSOURCES STABLES</td><td>RESSOURCES PROPRES
(y compris amortissements et provisions)</td></tr>
<tr><td>CAPITAUX EMPRUNTES A TERME</td></tr>
<tr><td colspan="2">ACTIF D'EXPLOITATION
(créances d'exploitation)

ACTIF HORS EXPLOITATION
(créances diverses)</td><td colspan="2">PASSIF D'EXPLOITATION
(dettes d'exploitation)

PASSIF HORS EXPLOITATION
(dettes diverses)</td></tr>
<tr><td colspan="2">TRESORERIE ACTIVE
(VMP + disponibilités)</td><td colspan="2">TRESORERIE PASSIVE
(concours bancaires courants et découverts)</td></tr>
</table>

Le bilan fonctionnel permet de comparer deux notions fondamentales : le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Le Fonds de Roulement :

Il est en effet utile de procéder au reclassement des postes du bilan entre les quatre grandes masses. C'est l'objet du bilan fonctionnel. Ces quatre grandes masses sont ensuite utilisées pour calculer le fonds de roulement.

Il s'agit ici de la définition du fonds de roulement net global énoncé dans le plan comptable général de 1999.

Le fonds de roulement est composé de ressources stables destinées à financer des actifs circulants peu liquides. Il correspond à l'excédent des capitaux permanents sur les actifs immobilisés.

Il représente donc une ressource durable et structurelle.

Il est mis en évidence par la représentation suivante du bilan fonctionnel :

ACTIF STABLE BRUT = **402 954 006**		RESSOURCES STABLES **= 437 211 996**
	FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL **= 34 257 990**	

CREANCES D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION **= 35 123 594**		DETTES D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION **= 28 242 921**
	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT **= 6 880 673**	

TRESORERIE ACTIVE = **27 337 318**	**En Milliers d'Euros**	TRESORERIE PASSIVE = **0**
	TRESORERIE NETTE **= 27 337 318**	

L'analyse du bilan fonctionnel permet de constater l'existence d'un fonds de roulement positif à 34.2 M€. Ce montant est confortable et dépasse largement les ratios prudentiels correspondant à 6 mois de dépenses de fonctionnement hors masse salariale, ou un mois de dépense de personnel. La baisse de 2011 n'est donc pas inquiétante.

Le besoin en Fonds de Roulement :

Le besoin en fonds de roulement se calcule en retranchant les Dettes aux Créances. Ce besoin en fonds de roulement devient défavorable en 2011, nos créances étant supérieures à nos dettes. Cela s'explique par une augmentation de notre crédit de TVA de 2,6 M€ mais aussi d'une augmentation de nos créances de 2,6 M€ et notamment de titres pour le préciput ANR qui n'ont pas encore été soldés.
La conjonction de la baisse de notre fonds de roulement et de la détérioration de notre besoin de fonds de roulement engendre une diminution de notre trésorerie. Mais son montant reste tout à fait satisfaisant, puisqu'il représente 2 mois de paye ou 9 mois de dépenses de fonctionnement.

	2009	2010	2011
FONDS DE ROULEMENT	40 823 104	41 104 885	34 257 990
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-11 464 713	-5 674 722	6 880 673
TRESORERIE	52 287 816	46 779 606	27 377 318

LE FONDS DE ROULEMENT MOBILISABLE

Il est nécessaire d'analyser la structure de notre fonds de roulement pour connaître le montant réellement disponible pour financer nos investissements futurs.

Il faut effectivement retrancher aux 34,2 M€ les opérations qui sont déjà engagées. De même, certaines ressources, même si elles ne sont pas suivies en ressources affectées, ont une destination précise et ne peuvent être mobilisées.

	2011
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (F.R.N.G.)	**34 257 990**
Fonds d'intervention	343 000
Préciput ANR + BQR	472 000
Reste à mandater sur programmes d'investissement UB Patrimoine	13 508 895
Service Inter U (SIUAPS, Médecine Préventive, IECJ) et Fondation	2 257 967
Unité budgétaire sur financement spécifique (Téthys, Génopole, Cancéropole)	494 555
Unité Budgétaire recherche	121 153
FONDS DE ROULEMENT DISPONIBLE AU 31/12/2010	**17 060 420**

Pratiquement 40% de notre fonds de roulement net global est déjà engagé sur des programmes d'investissement gérés par la direction du patrimoine, malgré cela, le fonds de roulement disponible représente encore plus d'un mois de salaire ou 6 mois de dépenses de fonctionnement hors masse salariale. Les ratios de prudence restent donc toujours respectés.

Marseille, le 10 juin 2012

L'Agent Comptable,

Philippe DJAMBAZIAN

Rappel des quelques notions

:

La notion de section :

Le budget par nature est composé de 2 sections :

- **La section de fonctionnement** décrit les opérations courantes de l'établissement et représente l'emploi de biens et services consommés sur un exercice.

- **La section d'investissement** retrace les opérations de patrimoine et regroupe tous les emplois de biens durables (Prix unitaire supérieur à 800 € H.T.)

Le Résultat de l'exercice :

Il s'agit de la différence entre les recettes et les dépenses exécutées de la section de fonctionnement (titres de recettes et mandats de paiement émis).
Le Conseil d'Administration doit décider, chaque année, de son affectation.

Les Réserves :

C'est le cumul des résultats excédentaires affectés durablement à l'établissement. Cette affectation est portée au compte 106.

Le Report à nouveau :

C'est la partie du résultat non affectée aux réserves.

La Capacité d'Auto Financement (CAF) ou Insuffisance d'Auto Financement (IAF) :

C'est le surplus monétaire dégagé par la section de fonctionnement pour financer les investissements de l'établissement.
La CAF comprend le résultat de l'exercice et l'amortissement.

Le Fonds de Roulement :

Il est calculé à partir du Bilan. C'est la différence entre les capitaux propres et les immobilisations. Le fonds de roulement net global est un indicateur important qui mesure les crédits mobilisables pour financer le développement de l'université.